

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 septembre 2018

CROISSANCE ET TRANSFORMATION DES ENTREPRISES - (N° 1237)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 374

présenté par

M. Taugourdeau, M. Dive, M. Cinieri, M. Masson, M. Reiss, M. de Ganay, Mme Lacroute,
M. Abad, M. Hetzel, M. Brun, Mme Louwagie, M. Marleix et M. Bazin

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 19 SEPTIES, insérer l'article suivant:**

Le chapitre III titre II du livre VII de la quatrième partie du code du travail est complété par un article L. 4723-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 4723-2.* – Lorsqu'une demande de mise aux normes comporte des risques affectant significativement le niveau de production, l'emploi des salariés ou l'équilibre financier de l'entreprise, l'exécution de celle-ci doit être suspendue sous réserve d'une atteinte grave aux conditions d'hygiène et de sécurité.

« La mise en conformité avec les normes doit alors faire l'objet d'un dialogue entre l'entreprise et les pouvoirs publics permettant d'établir un calendrier prévisionnel assurant la pérennité de l'activité. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

D'aucun fait fréquemment le constat de l'existence de beaucoup de normes et de contraintes réglementaires lourdes qui sont un frein au développement économique de notre pays.

Comme il l'a été maintes fois répété, la simplification des normes revêt un enjeu économique capital au maintien de nos outils de production, donc de travail sur notre territoire et par conséquent d'emploi.

L'inflation législative et réglementaire, l'instabilité et la complexité de notre corpus juridique entravent clairement le dynamisme de l'activité économique, en alourdissant notamment les obligations, les coûts et la durée des procédures nécessaires à la conduite des projets.

Dans des élans louables de simplification, les pouvoirs publics ont, à plusieurs reprises, proposé des vagues de simplification mais force est de constater qu'aujourd'hui encore les chefs d'entreprises croulent sous les normes ! Pis, malgré les ordonnances dites « ordonnances travail », le code du travail s'est encore épaissi. Et les obligations pesant sur les entreprises continuent de se multiplier... Contrairement à la dynamique nationale, à l'échelle européenne, la Commission a souligné dans un rapport l'importance d'alléger les contraintes réglementaires pour les entreprises.

Dans cet esprit, la Commission a ainsi préconisé d'aider les micro-entreprises en les libérant des réglementations contraignantes pour leur permettre de poursuivre leurs objectifs d'affaires.

La stratégie de croissance de l'Union européenne, pour la décennie à venir, Europe 2020, souligne l'importance d'améliorer l'environnement des affaires, notamment grâce à une réglementation intelligente et à rendre les entreprises européennes plus compétitives à l'échelle mondiale.

Pendant ce temps, malgré les discours volontaristes qui n'ont malheureusement aucun effet concret, l'étau se resserre autour de nos entreprises. Nos outils de production disparaissent, les entreprises quittent le territoire, nos capacités productives diminuent.

Les petites, les moyennes entreprises, les entreprises de taille intermédiaire jouent un rôle clé dans le façonnement de l'économie. La France compte 3,2 millions de PME, soit 99,9 % des entreprises. Elles représentent 52 % de l'emploi salarié. Elles réalisent 38 % du chiffre d'affaires, 49 % de la valeur ajoutée et 43 % de l'investissement.

Le législateur se doit d'adopter des dispositifs visant à alléger les contraintes pesant sur les entreprises et d'accompagner toutes les forces vives de notre pays créatrices de richesses. La surréglementation empêche le travail, elle détruit donc les emplois.

Il apparaît donc essentiel et nécessaire d'envoyer un signal fort en faveur des entreprises en leur permettant d'éviter l'application de normes et de contraintes réglementaires qui seraient manifestement défavorables à leur production et à leur compétitivité, ainsi qu'au maintien de l'emploi et de l'activité économique sous réserve d'atteinte grave aux conditions d'hygiène et de sécurité.